

14592

---

VUIBERT DROIT

---

Collection dirigée par Frédéric Debove

Directeur de l'Institut de droit et d'économie de l'université Panthéon-Assas  
Ancien membre du Conseil national des universités

**DROIT  
MARITIME**



2<sup>e</sup> édition

**Arnaud Montas**

Maître de conférences HDR de droit privé et sciences criminelles  
Université de Bretagne Occidentale (UBO)

UMR Amure – Institut universitaire européen de la mer  
([www-iuem.univ-brest.fr](http://www-iuem.univ-brest.fr))

**Vuibert**



# Table des matières

<b>Table des sigles et abréviations</b>	III
<b>Introduction</b>	1
<b>Section 1. Définition(s) et sens du droit maritime</b>	1
I. Définition(s) du droit maritime	1
II. Le droit maritime en mouvement	3
III. L'autonomie du droit maritime	4
<b>Section 2. Le risque de mer, fondement du droit maritime</b>	6
<b>Section 3. Droit maritime et droit de la mer</b>	8
I. Les espaces liés à la souveraineté	8
II. Les espaces liés à la territorialité	11
III. « L'espace de tous » : la haute mer	11
<b>Section 4. Les institutions internationales du droit maritime</b>	12
I. L'Organisation maritime internationale	13
II. Les autres institutions.	14
<b>Section 5. Les sources du droit maritime</b>	15
I. Le cadre normatif international	16
II. Le cadre normatif interne	21
<b>Section 6. Les juridictions maritimes</b>	27
I. Les juridictions internationales	27
II. Les juridictions internes	29

# Première partie LE DROIT ET LE RISQUE DE MER

## Titre I. La prévention du risque de mer

<b>Chapitre 1. Le navire</b>	
Section 1. <b>La notion de navire</b>	39
I. La navigation maritime	40
II. Le navire et le bateau	41
III. Le navire et les engins de plage	43
Section 2. <b>La propriété du navire</b>	44
I. La création de la propriété : le contrat de construction du navire	45
II. L'acquisition de la propriété : le contrat de vente du navire	45
III. La publication de la propriété	48
Section 3. <b>L'identification du navire</b>	49
I. Le nom du navire	50
II. Le port d'attache du navire	50
III. Le tonnage du navire	50
IV. Le pavillon : la nationalité du navire	51
Section 4. <b>L'état du navire</b>	51
I. Le contrôle technique par l'administration	59
II. Le contrôle technique par les sociétés de classification	60
Section 5. <b>La disparition du navire : l'épave maritime</b>	63
I. La notion d'épave	66
II. La propriété de l'épave	66
III. La protection contre l'épave	67
Section 6. <b>L'abandon du navire</b>	67
	68
<b>Chapitre 2. Le droit de l'exploitation du navire</b>	71
Section 1. <b>L'exploitant principal du navire : l'armateur</b>	71
I. La notion d'armateur	71
II. L'armateur et la propriété du navire	75
III. L'armateur et les créanciers du navire	77

<b>Section 2. Le capitaine du navire</b>	83
I. Le statut juridique du capitaine	83
II. Les attributions juridiques du capitaine	87
<b>Section 3. L'équipage du navire : les marins</b>	90
I. Le droit international du travail maritime	92
II. Les relations individuelles du travail maritime	95
III. Les relations collectives du travail maritime	100
IV. La protection sociale des marins	100
<b>Section 4. Les auxiliaires du navire</b>	101
I. Les auxiliaires maritimes	101
II. Les auxiliaires terrestres	105
<b>Chapitre 3. La piraterie maritime</b>	111
<b>Section 1. Le droit international contre la piraterie</b>	112
I. Le droit commun international : la convention de Montego Bay	112
II. Les limites du droit international	113
<b>Section 2. Le droit français contre la piraterie</b>	114
I. La loi du 5 janvier 2011 relative à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer	114
II. La loi du 1 <sup>er</sup> juillet 2014 relative aux activités privées de protection des navires	118
 <b>Titre II. Les conséquences du risque de mer</b>	
 <b>Chapitre 1. La limitation de responsabilité du propriétaire de navire</b>	123
<b>Section 1. Les conditions de la limitation de responsabilité</b>	125
I. Le bénéficiaire	125
II. La créance	128
<b>Section 2. La mise en œuvre de la limitation de responsabilité : le fonds de limitation</b>	130
I. La procédure de constitution du fonds	131
II. Les effets de la constitution du fonds	132

<b>Section 3. Les ventes maritimes</b>	213
I. Généralités	214
II. Les ventes au départ	215
III. Les ventes à l'arrivée	216
<b>Chapitre 2. Le transfert de risques : l'assurance maritime</b>	217
<b>Section 1. Les règles communes aux assurances maritimes</b>	220
I. L'objet des assurances maritimes : la fortune de mer, le risque de mer	220
II. Les acteurs de l'assurance maritime	221
III. L'obligation de l'assureur	223
<b>Section 2. Les règles propres à l'assurance sur corps : le navire</b>	225
I. La formation du contrat	226
II. L'exécution du contrat : les obligations de l'assuré	229
<b>Section 3. Les règles propres à l'assurance sur facultés : les marchandises</b>	230
I. La formation du contrat	231
II. L'exécution du contrat : les obligations de l'assuré	235
<b>Section 4. Les règles propres à l'assurance de responsabilité</b>	236
I. La police « responsabilité du propriétaire de navires de mer »	236
II. La police « responsabilité du transporteur maritime »	237
III. Les P and I Clubs	238
<b>Titre II. Les activités humaines au préjudice de la mer : les dommages de pollution</b>	
<b>Chapitre 1. La prévention des dommages de pollution</b>	245
<b>Section 1. Le cadre du droit international</b>	245
I. La convention MARPOL (Londres, 1973)	245
II. La convention sur le droit de la mer (Montego Bay, 1982)	248
III. Les autres instruments	250
<b>Section 2. Le cadre du droit de l'union européenne</b>	252

## **Chapitre 2. Les événements de mer**

### **Section 1. L'abordage**

- I. La qualification de l'abordage 135
- II. Le régime juridique de l'abordage 136
- III. La réparation des dommages en cas d'abordage 138
- IV. L'action en responsabilité 141

### **Section 2. Les avaries communes**

- I. La notion d'avarie commune 143
- II. Le classement en avarie commune 144

### **Section 3. L'assistance maritime**

- I. La notion d'assistance maritime 150
- II. Le régime juridique de l'assistance maritime 151

### **Section 4. Le sauvetage maritime**

- I. L'obligation générale de sauvetage 160
- II. Le régime juridique du sauvetage : la non-rémunération 160
- III. L'assistance maritime mixte 162

## **Deuxième partie LE DROIT ET LES ACTIVITÉS MARITIMES**

### **Titre I. La mer au service des activités humaines**

#### **Chapitre 1. Le transfert de droits : l'activité de transport maritime**

##### **Section 1. Le contrat d'affrètement maritime**

- I. Les règles communes aux affrètements maritimes 169
- II. L'affrètement au voyage 170
- III. L'affrètement à temps 174
- IV. L'affrètement coque-nue 180

##### **Section 2. Le contrat de transport maritime**

- I. Le transport maritime de marchandises 182
- II. Le transport maritime de personnes 184

## **Chapitre 2. La responsabilité des dommages de pollution. Focus sur les pollutions par hydrocarbures**

<b>Section 1. La répression des dommages de pollution</b>	257
I. Les sources	260
II. Les pollutions volontaires (dégazage, déballastage)	260
III. Les pollutions accidentelles (marées noires)	262
IV. Les personnes responsables	263
V. Les règles de procédure	264
	265
<b>Section 2. La réparation des dommages de pollution</b>	266
I. La convention CLC (Bruxelles, 1992)	267
II. Le FIPOL	270
III. Les autres instruments	274

## **Bibliographie**

275



Achévé d'imprimer en août 2015  
sur les presses numériques de l'Imprimerie Maury S.A.S.  
Z.I. des Ondes - 12100 Millau  
N° d'éditeur : 2015\_1025 - N° d'imprimeur : G15/52684N  
Dépôt légal : août 2015

*Imprimé en France*



14592

---

VUIBERT DROIT

---

Collection dirigée par Frédéric Debove

Directeur de l'Institut de droit et d'économie de l'université Panthéon-Assas  
Ancien membre du Conseil national des universités

# DROIT MARITIME



2<sup>e</sup> édition

**Arnaud Montas**

Maître de conférences HDR de droit privé et sciences criminelles  
Université de Bretagne Occidentale (UBO)

UMR Amure – Institut universitaire européen de la mer  
([www-iuem.univ-brest.fr](http://www-iuem.univ-brest.fr))

**Vuibert**